



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
ET DU COMMERCE EXTÉRIEUR

ILNAS

Grand-Duché de  
**lu**xembourg.

Conférence de presse

L'ILNAS au service de la compétitivité et des consommateurs

6 mars 2013



## *Sommaire*

1. ILNAS
2. Organisme Luxembourgeois de la Normalisation
3. Service de la confiance numérique
4. Office Luxembourgeois d'Accréditation et de Surveillance
5. Service de la surveillance du marché
6. Service de la métrologie légale



## I) ILNAS

### Définition

Institut Luxembourgeois de la Normalisation, de l'Accréditation, de la Sécurité et qualité des produits et services

### Création

- Loi du 20 mai 2008 portant création de l'ILNAS
- Réunion de plusieurs attributions administratives (Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur, Ministère des Transports, ITM, Administration des contributions directes, SEE)
- Projet de loi n° 6315 portant réorganisation de l'ILNAS bien avancé dans la procédure législative

### Statut

Administration publique sous tutelle du ministre de l'Économie et du Commerce extérieur

### Effectif total actuel

29 collaborateurs



## Missions principales

Un réseau de compétences au service de la compétitivité et de la protection des consommateurs





## ➤ L'Organisme luxembourgeois de normalisation

### Définition

La normalisation est un processus volontaire, ouvert et transparent, qui aboutit à un consensus entre les parties prenantes (entreprises, consommateurs, utilisateurs, chambres, fédérations...)

### Missions

Mieux soutenir l'économie en termes de compétitivité, de visibilité et de performance. Principe directeur: « Celui qui fait la norme fait le marché »:

- Soutenir les parties prenantes dans l'élaboration de normes nationales qui sont des documents techniques de référence reconnus à utilisation bénévole (p. ex .rédaction et mise en application de 58 annexes nationales aux Eurocodes, des normes européennes relatives aux structures des bâtiments et de génie civile)

**Attention de ne pas confondre les normes avec les directives, règlements CE, normes légales...**

- Fédérer la participation du marché dans le processus de normalisation européen et international (p.ex. élaboration de normes ISO, EN)
- Promouvoir la normalisation et améliorer la reconnaissance internationale du Luxembourg au niveau normatif
- Sensibiliser les entreprises à l'utilisation de normes et les former à la normalisation

### Services

- Offrir l'inscription gratuite aux comités techniques de normalisation (p.ex. ISO, CEN)
- Assurer la possibilité de recherche et de commande de normes *via* Internet
- Consulter gratuitement l'ensemble des normes à l'ILNAS
- Collaborer activement avec le milieu universitaire et celui de la recherche
- Réaliser des analyses sectorielles et des formations à la demande du marché





## ➤ Le service de la confiance numérique

### Missions

- Renforcer la confiance dans l'économie numérique (commerce électronique, archivage électronique, signature électronique, cloud computing...) pour gagner en compétitivité
- Augmenter la sécurité dans les échanges électroniques (p.ex. surveillance des prestataires qui délivrent des signatures électroniques)
- Surveiller la dématérialisation et la conservation de documents afin d'améliorer et simplifier un grand nombre de processus au niveau national
- Développer les instruments de qualité et de sécurité pour l'économie numérique (p.ex.: rédaction de la règle technique relative à la dématérialisation et la conservation de documents)

### Services

- Accréditation et surveillance des Prestataires de Service de Certification (PSC) délivrant des certificats qualifiés (signature électronique)
- Gestion et mise à jour de la liste de confiance des PSC (interopérabilité des signatures électroniques au niveau européen conformément à la directive services)
- Suivi et gestion nationale du comité technique l'ISO/IEC JTC1 « Technologies de l'information »
- Collaboration active avec le milieu universitaire et celui de la recherche (p.ex. livre blanc sur la confiance numérique)



## ➤ L'Office Luxembourgeois d'Accréditation et de Surveillance (OLAS)

### Missions

- Offrir aux organismes accrédités une reconnaissance mondiale de leur compétences techniques (p.ex. pour réaliser des analyses chimiques, des inspections sur la sécurité des bâtiments, des inspections du domaine vétérinaire, la certification d'entreprises d'après la ISO 9001)
- Mettre en mesure les organismes accrédités de démontrer leur indépendance et leur impartialité
- Contribuer à la protection de la santé (p.ex. analyses de sang correctes) et de l'environnement (p.ex. certification correcte d'après la norme internationale ISO 14001)
- Supporter l'amélioration continue des entreprises accréditées par des audits annuels
- Donner confiance dans les services offerts par les organismes accrédités (au public, aux acteurs économiques, aux autorités)
- Soutenir le développement de l'économie en favorisant la libre circulation des produits et services

### Services

- Évaluation de la compétence technique des :
  - Laboratoires d'essais et d'étalonnages
  - Laboratoires d'analyses de biologie médicale
  - Organismes d'inspection
  - Organisme certificateur de produits, de systèmes et de personnes





## ➤ Le service de la surveillance du marché

### Missions

- Soutenir la libre circulation des produits fabriqués dans l'Union européenne (marquage CE)
- Intervenir dans les cas de concurrence déloyale, en termes de commercialisation des produits (produits non conformes sont souvent fabriqués moins cher)
- Éviter la mise sur le marché et la mise en fonction de produits qui mettent en danger la sécurité et la santé de personnes ou de l'intérêt public

ATTENTION: Ne sont pas concernés: les produits alimentaires, pharmaceutiques, cosmétiques et agricoles

### Services

- Coordonner les activités nationales de surveillance du marché des produits fabriqués entre les autorités compétentes
- Vérifier la conformité des produits fabriqués non alimentaires, en vente sur le marché national, aux dispositions prévues par la législation nationale et les normes d'harmonisation applicables (p.ex. jouets, matériel électrique, compatibilité électromagnétique)
- Vérifier en étroite collaboration avec l'Administration des Douanes et Accises la conformité des produits qui entrent sur le sol européen par l'aéroport

ATTENTION: Les produits achetés sur Internet même par des personnes privées sont également concernés

- Réaliser dans le laboratoire de l'ILNAS des essais relatifs à la sécurité électrique, à la compatibilité électromagnétique et à la conformité des jouets
- Réaliser des missions de surveillance du marché en collaboration étroite avec les fabricants, les commerçants, les distributeurs et les autorités nationales et européennes





## ➤ Le service de la métrologie légale

### Missions

- Garantir la qualité des instruments de mesure en adéquation avec l'ensemble des dispositions réglementaires mises en place par les pouvoirs publics, tant au niveau national qu'europpéen
- Organisme notifié pour la vérification CE des instruments de pesage à fonctionnement non automatique

### Services

- Vérification périodique des :
  - Balances « poids-prix »
  - Bascules industrielles, ponts-basculés routiers et bascules ferroviaires
  - Distributeurs routiers de carburant et des ensembles de mesurage montés sur camions-citernes
  - Compteurs d'eau froide
- Contrôle du pré-conditionnement en masse ou en volume de produits préemballés



## ➤ Le développement futur de l'ILNAS

- Mise en place d'un Bureau luxembourgeois de Métrologie dédié à coordonner et partiellement gérer la:
  - ✓ métrologie légale,
  - ✓ métrologie industrielle qui assure la traçabilité et la fiabilité des mesures (p.ex. électrique, temps-fréquence, dimensionnel, température, hygrométrie, radiométrie / photométrie,)
  - ✓ métrologie scientifique pour développer des techniques permettant d'effectuer des mesures, de garantir leur exactitude et de les interpréter (p.ex. développement et amélioration d'étalons de mesure)
- Reprise de 13 directives relatives à la surveillance du marché de produits fabriqués de l'ITM et du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur
- Renforcement des missions relatives à la confiance dans l'économie numérique dans le cadre de la proposition de règlement (CE) sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur
- Mise en place d'un master « entrepreneuriat et normalisation » (étude de faisabilité réalisée, négociations avec l'Université du Luxembourg et la LSC en cours)
- Développer des projets de recherche dans les domaines de la normalisation, la métrologie et le numérique



## Bilan 2012

### NORMALISATION

- 290 experts inscrits dans les comités techniques de normalisation
- 104 comités et sous-comités suivis
- 4405 documents normatifs délivrés aux acteurs économiques
- Mise à disposition des normes EN, ISO, IEC et DIN
- Mise en place du nouveau e-shop
- Consultations gratuites des normes dans les locaux de l'ILNAS
- Nombreuses formations réalisées

### CONFIANCE NUMÉRIQUE

- 36 experts nationaux inscrits au sein du comité technique ISO/IEC JTC1
- Accréditation et surveillance des PSC délivrant des certificats qualifiés (signature électronique)
- Gestion et mise à jour de la liste de confiance des PSC
- Présidence du Forum national ISO/IEC JTC1
- Publication règle technique archivage
- Projet de recherche (white paper)

### ACCREDITATION

- 111 auditeurs qualité, techniques et experts habilités à réaliser les audits d'accréditation
- 46 audits d'accréditation réalisés
- 44 organismes accrédités pas l'OLAS
- Organisation de 4 formations
- Membre participant à l'ISO/CASCO - évaluation de la conformité
- Membre du TC 212 - laboratoires de biologie médicale

### SURVEILLANCE DU MARCHÉ

- 250 produits contrôlés en magasin
  - 19 produits non conformes CE
- 511 produits contrôlés provenant des pays tiers
- 64 analyses de conformité par un laboratoire d'essais
- Campagne d'information auprès des fabricants et commerçants
- Suivi des 1958 produits notifiés dangereux (RAPEX)

### MÉTROLOGIE LÉGALE

- Organisme notifié pour la vérification CE des instruments neufs de pesage (Directive 2009/23/CE)
  - 12 vérifications CE d'instruments de pesage
- Surveillance du parc des instruments de mesure réglementés :
  - 1218 instruments de pesage
  - 2801 distributeurs routiers
  - 56 camions-citernes